

## La revue SAVINGS AND DEVELOPMENT

Bim n° 134 - 10 octobre 2001  
Marc ROESCH

La « Giordano dell'amore » Fondation, basée à l'université de Milan, fait de la formation et publie une revue intitulée Savings and Development. Celle-ci centre ses articles sur des analyses et des méthodes d'analyse sur des sujets centrés autour des systèmes et politiques financières allant des systèmes internationaux aux pratiques informelles de petits groupes de personnes et dans des pays très variés

A titre d'exemple le dernier n° en date (2° trim 2001) porte sur les sujets suivants (textes en anglais et résumé en français) :

- > La demande de Monnaie en Tunisie durant la réforme
- > Le développement de la finance rurale au Vietnam
- > Une architecture du futur système bancaire de l'Inde
- > La libéralisation financière et les contraintes de liquidité au Myanmar et au Népal : une étude empirique
- > La causalité entre finance et croissance : une analyse multivariée de vecteur d'autorégression appliquée à la petite économie de marché
- > Les déterminants de l'épargne non institutionnelle dans le sud ouest du Nigéria

Ils publient également des documents de synthèses genre monographie sur un pays ; pour ces dernières, malheureusement la plupart d'entre elles datent un peu.

Vous trouvez sur leur site (<http://www.fgda.org>) la liste des publications et les abstracts en anglais ainsi que leurs conditions d'accès à leurs documents.

Vous trouverez également ci-dessous le résumé d'un certain nombre de ces documents :

### ■ En français

- > (La stratégie de la Banque africaine face aux secteurs informel et formel
- > Le prêt collectif à responsabilité conjointe peut-il être considéré comme une innovation financière
- > Les comportements d'épargne des femmes au Cameroun : une analyse à partir de leurs récits de vie
- > La modélisation financière des tontines)

## ■ D'autres en anglais

- > Déterminants de l'accès des ménages agricoles au crédit informel dans le district de Lume au Centre de l'Ethiopie
- > L'économie du magasinage de céréales en Afrique Sub-Saharienne
- > Le fonctionnement des « Coopérative Savings and Credit Associations » dans les Etats de Kwara et Kogi au Nigéria
- > Épargner et emprunter en Ouganda rural
- > Du crédit pour les paysans africains : qu'est-ce qu'il faut pour que le secteur privé le fournisse
- > Pauvreté, développement du système financier rural et questions de genre dans l'analyse de la demande dans les provinces Nord-Ouest et Ouest du Cameroun
- > Les déterminants de l'épargne non institutionnelle dans le Sud-Ouest du Nigéria
- > Le développement de la finance rurale au Vietnam
- > Comment améliorer la « bancabilité » des petits exploitants agricoles du Vietnam du Nord
- > Comment les bailleurs de fonds peuvent-ils aider l'évolution soutenue des organisations de microfinance

## Formation

Cette fondation est issue de l'initiative de professeurs de l'université de Milan. De ce fait elle a également un objectif de formation, notamment un « master course in banking and finance » sur 11 mois pour les ressortissants de pays du sud ou du moyen orient (cours en anglais). Il est destiné aux cadres d'entreprises ou de banques qui ont à traiter du « financial managment » et pour le personnel du ministère des finances.

Le cours porte essentiellement sur l'analyse des systèmes financiers formels et informels dans une économie de PVD et les modes d'interventions et de gestion des systèmes financiers. Il est très orienté vers la gestion des système bancaires au niveau national et sa connexion avec l'international.

Elle organise aussi des formations de courte durée, à la demande. Comme bon nombre d'institutions de formation le tarissement des financements pour la formation des cadres des PVD du Sud au début des années 90, l'a obligée à s'orienter vers la formation des cadres des pays de l'Est (Lituanie, Hongrie, Albanie).

Une analyse de leurs activités montre qu'après une période très intense de la fin des années 70 à la fin des années 80 la fondation a connu un passage à vide. Depuis 2000 les activités et les publications semblent reprendre. La constitution d'un comité de lecture constitué d'universitaires de 7 pays (néanmoins dominé par les américains et italiens) marque une volonté d'ouverture internationale, plutôt sur la recherche que l'opérationnel.

Avis aux chercheurs et universitaires.

## **La stratégie de la banque africaine face aux secteurs informel et formel**

*(texte en français – Saving and development n°2-2000 – 20 p)*

Dans les pays en voie de développement, les banques ne participent pas - ou très peu - au financement des petites entreprises. Et cependant, en Afrique notamment, elles disposent de liquidités abondantes. C'est le secteur financier informel, les tontines et les tontiniers, qui financent la petite activité économique. C'est aussi le secteur semi-formel, qui se développe de plus en plus, avec les programmes d'appui aux entreprises et les formules de microcrédit gérées par des caisses locales ou des organisations non gouvernementales. Cet article analyse la contribution que pourraient apporter les banques centrales en établissant certaines relations avec chacun de ces deux secteurs. C'est la stratégie de l'articulation avec le secteur informel qui, le plus souvent, réussit mieux à mobiliser l'épargne qu'à accorder des crédits. C'est une stratégie de coopération avec les programmes d'appui comme avec les formules de crédit aux pauvres. Quelques expériences ont déjà réussi en Afrique. D'autres peuvent être envisagées, comme cela se fait déjà en Asie. C'est en se rapprochant de ces deux secteurs que les banques peuvent espérer jouer un rôle plus important dans le financement de l'économie, notamment en Afrique.

## **Le prêt collectif à responsabilité conjointe peut-il être considéré comme une innovation financière**

*(texte en français – Saving and development n°2-2000 – 27 p)*

Le principe du prêt collectif, basé sur la responsabilité conjointe des emprunteurs, apparaît comme une véritable innovation financière dans la mesure où il prétend remédier au problème central auquel toute initiative d'intermédiation financière est confrontée : la gestion de l'information et la gestion des risques. Toutefois l'analyse des pratiques nous montre que le groupe peut jouer un rôle d'autosélection et d'incitation, mais à certaines conditions. La délégation de l'information ne peut faire l'économie d'une gestion collective des risques, d'une communication qui permette d'éviter les malentendus, de la prise en compte des rapports de pouvoir et enfin des éventuels « coûts sociaux » de la pression sociale. Par ailleurs si les groupes peuvent jouer un rôle certain en termes de gestion de l'information, ceci ne doit pas occulter le rôle central des agents de développement, qui occupent une position de médiation également très stratégique.

## **Les comportements d'épargne des femmes au Cameroun : une analyse à partir de leurs récits de vie**

*(texte en français - African Review of Money Finance and Banking supplément 2000 – 15 p)*

Dans cet article nous avons analysé les comportements d'épargne des femmes camerounaises. C'est ainsi que nous avons montré à travers une méthodologie d'histoires de vie que les comportements d'épargne des femmes, quels qu'ils soient, monétaires ou non, formel ou informel, sont complètement adaptés et intégrés dans leur manière, habitude et dans leur vécu quotidien. En effet, nous nous sommes rendus compte qu'il ne se passe pas un seul jour sans que les femmes rencontrées ne fassent preuve de comportements d'épargne en monnaie ou en nature. Pour obtenir ce résultat, nous nous sommes, premièrement, appuyés sur certains faits et sur la

littérature sur le concept d'épargne et nous avons montré que les comportements d'épargne des femmes au Cameroun sont très spécifiques. Deuxièmement, nous avons opéré une distinction entre comportements d'épargne monétaires et comportements d'épargne en nature. Puis finalement, à la lumière des comportements d'épargne analysés, nous avons choisi un encadré retraçant l'histoire de vie d'une femme.

### **La modélisation financière des tontines camerounaises**

*(texte en français - African Review of Money Finance and Banking supplément 2000 – 47 p)*

L'Association Rotative d'Epargne et de Crédit (AREC ou tontine) à enchères pratiquée au Cameroun est la plus élaborée de toutes les formes d'AREC que l'on rencontre en Afrique. Elle mobilise les plus gros montants de capitaux et ses membres raisonnent constamment en termes de calcul financier. Mais contrairement aux modèles d'AREC à enchères couramment rencontrés en Asie, les revenus des enchères sont ici remis en jeu. Ce qui diminue parfois la longueur du cycle et par conséquent, il ne s'établit plus de relations bi-univoque entre l'ensemble des participants et celui des séances : c'est pour cette raison que la modélisation de cette AREC est restée complexe. Après avoir décrit le fonctionnement de cet organisation, l'auteur utilise la théorie des ensembles pour mettre sur pied un cadre d'analyse mathématique permettant de modéliser les mécanismes financiers. L'exemple d'une AREC à enchères sert d'illustration empirique

### **Déterminants de l'accès des ménages agricoles au crédit informel dans le district du Lumé au Centre de l'Éthiopie**

*(texte en anglais – African Review of Money Finance and Banking supplément 2000 – 20 p)*

Résumé : Cet article se sert de modèles Logit pour identifier les facteurs socio-économiques qui influencent l'accès des ménages agricoles au crédit informel. Les résultats empiriques indiquent d'une part que le prêt informel en nature est négativement influencé par la taille de l'exploitation (quantité de terre emblavée) et le nombre de boeufs en possession et positivement par le revenu extra-agricole et le nombre de petits ruminants. D'autre part, l'accès au crédit informel en espèce est positivement influencé par le taux de dépendance et la quantité de terre mise en location et négativement par le nombre de boeufs et le revenu extra-agricole. En outre le nombre de boeufs en possession a un impact négatif, le taux de dépendance et la situation sanitaire des membres du ménage un impact positif sur le prêt en nature et/ou en espèce. Ces résultats supportent l'opinion générale selon laquelle les exploitations agricoles pauvres seraient plus impliquées dans le prêt informel. En somme, les résultats de l'étude montrent que l'accès au crédit informel est influencé par la dotation en ressources de l'exploitation (terre, boeufs et petits ruminants), sa situation sanitaire, le taux de dépendance et les arrangements fonciers. Ces résultats ont des implications importantes pour la conception

## **L'économie du magasinage de céréales en Afrique Sub-saharienne**

*(texte en anglais – African Review of Money Finance and Banking supplément 2000 – 20 p)*

Un service de magasinage public ou privé efficient pourrait jouer un rôle important dans l'amélioration de la performance de l'agriculture en Afrique. Cet article porte sur les résultats d'une recherche sur l'économie du magasinage de céréales au Ghana et en Zambie et essaie d'en tirer des implications pour l'Afrique dans son ensemble. Dans les deux pays considérés, à cause des liaisons encore sous-développées entre secteur commercial et financier et des risques spéculatifs, il s'avère que le magasinage de céréales intra-saisonnier peut actuellement donner des bénéfices très élevés. Il est, toutefois, difficile de créer des services publics de magasinage dans les zones de production de céréales à cause du risque de sous-utilisation de capacité et de frais généraux unitaires élevés. Ce type de service peut être rentable seulement si associé à d'autres activités rentables telles que la commercialisation, la gestion des garanties accessoires, le transport ou le courtage des céréales.

## **Le fonctionnement des « Cooperative Savings and Credit Associations » dans les Etats de Kwara et Kogi au Nigéria**

*(texte en anglais – Saving and development n°2-2000 – 17 p)*

Dans beaucoup d'économies en voie de développement une importante proportion des activités économiques n'est pas financée par le biais de crédits des organismes institutionnels officiels. Pourtant la politique d'action gouvernementale et les mesures visant élargir la base de développement économique sont souvent organisés à travers ce marché officiel. Les opérateurs de tels marchés sont sélectifs dans le choix des entreprises qu'ils financent et dans la plupart des cas les paysans, les petites et les micro entreprises ne sont d'habitude pas choisis. Par conséquent, un grand nombre de petits agriculteurs actifs ne peuvent pas bénéficier de beaucoup des mesures d'actions gouvernementales. Ces agriculteurs doivent utiliser le marché parallèle des crédits non-institutionnels pour financer leurs affaires. Toutefois, la mesure dans laquelle ce marché parallèle de crédit peut répondre efficacement à la demande est limitée. Une plainte courante des organismes créanciers institutionnels officiels à propos du financement fourni à de telles entreprises a trait à la mauvaise performance des prêts et de leur remboursement. Pour encourager une gamme plus large d'entreprises dans des couches différentes de l'économie, beaucoup de gouvernements ont introduit l'assurance-crédit.

De cette façon les prêts accordés par des organismes de crédit institutionnels officiels sont assurés contre les défauts de paiements dus à des causes naturelles. Cet article, qui fait partie d'un projet de recherche en cours, examine le fonctionnement d'un des types prédominants de fournisseurs organisés de crédits parallèles au Nigéria, à savoir « Cooperative Savings and Credit Associations ». L'article identifie des moyens possibles pour que de tels fournisseurs puissent bénéficier d'un programme d'assurance-crédit exécuté par le biais du marché de crédit officiel institutionnel.

## **Épargner et emprunter en Ouganda rural**

*(texte en anglais – Saving and development n°2-2000 – 18 p)*

L'Afrique Sub-Saharienne a stagné dans les dernières décennies - une période pendant laquelle les autres pays (en particulier en Asie de l'Est et du Sud-Est) ont fait d'importants progrès économiques et humains. Un niveau d'épargne élevé ajouté aux investissements humains et matériels constitue les facteurs clef du succès. Ouganda a montré des signes prometteurs de succès dans les années '90. Ouganda a bénéficié d'une stabilité macroéconomique et d'une rapide croissance économique. Par ailleurs, le pays conserve certaines particularités qui peuvent menacer le développement futur. La pauvreté dans les zones rurales reste étendue et le taux d'épargne nationale est parmi les plus bas du monde. Sur la base des enquêtes effectuées en 1997, cet article explique les raisons sous-jacentes à la persistance de la pauvreté rurale en Ouganda et analyse le comportement des ménages concernant les emprunts et l'épargne. Dans cet article le rôle potentiel du microcrédit pour alléger la pauvreté (et générer un flux d'épargne) est étudié et les conditions pouvant favoriser le succès des opérations des plans de microcrédit sont évaluées.

## **Du crédit pour les paysans africains : qu'est-ce qu'il faut pour que le secteur privé le fournisse ?**

*(texte en anglais – Saving and development n°1-2000 – 30 p)*

Il était prévu que les réformes des marchés en Afrique sous-Saharienne tâcheraient le secteur privé, tant que les paysans auraient accès aux marchés nouveaux et aux services dynamiques provisionnés par le secteur privé. Cependant les activités commerciales sont très limitées et souvent décevantes. Beaucoup de paysans ont de pires accès aux marchés et aux services, y compris le crédit. Cet article examine les conditions qui sont nécessaires pour que le secteur privé fournisse du crédit. Basé sur un travail récent en Ouganda et dans le Zimbabwe, il analyse les résultats de deux approches différentes au crédit pour les petits producteurs de coton. Ces systèmes ont une couverture beaucoup plus grande qu'aucun système du crédit officiel pour les paysans (respectivement 300,000 et 53,000 paysans). Celui du Zimbabwe est apparemment un modèle classique de comment faire marcher le crédit d'une manière soutenable et commerciale. Par contre, le système Ougandais est paternaliste, très compliqué au niveau des institutions et vulnérable aux inefficacités opérationnelles très importantes. Il représente, néanmoins, une amélioration importante par rapport à la situation « sans système ». En plus, l'accent très fort sur la pauvreté et la grande échelle de la couverture sont remarquables. L'article se conclut avec une discussion des leçons génériques pour les autres systèmes de crédit et les autres produits agricoles.

## **Pauvreté, développement du système financier rural et questions de genre dans l'analyse de la demande dans les provinces Nord-Ouest et Ouest du Cameroun**

*(texte en anglais – Saving and development n°1-2000 – 95 p)*

Les recherches dans le domaine du développement des marchés financiers ruraux ont accordé peu d'attention à l'identification et à l'analyse des besoins et préférences en services financiers

de la clientèle rurale. Cette négligence est préjudiciable à la fois à la clientèle rurale et au développement des marchés financiers ruraux.

Le marché financier camerounais présente une structure duale, constituée d'un secteur formel et d'un secteur informel. Cette structure est caractéristique de la plupart des pays en voie de développement. Les recherches sur le secteur informel ont révélé qu'il présente des caractéristiques qui le distinguent du secteur formel. Depuis les années 1980, la prise en compte des instruments financiers du secteur informel a contribué à améliorer la performance des intermédiaires financiers du secteur formel rural. Cependant, cette évolution n'a pas permis d'éliminer toutes les insuffisances liées à l'offre de service financière.

Cette contribution propose et utilise la méthode d'Analyse Conjointe pour identifier et analyser avec plus d'efficacité les préférences de la clientèle rurale en services financiers. L'analyse conjointe est souvent utilisée pour estimer les préférences des consommateurs pour des produits et services.

La méthode est ici utilisée pour évaluer les préférences d'une couche de population à faible revenus, qui auparavant n'avait pas accès aux services financiers du secteur formel. L'analyse est basée sur une enquête menée en 1992 sur un échantillon de 356 individus au Cameroun. Elle identifie quantitativement la demande de services financiers spécifiques et propose des politiques pour leur amélioration. L'accent est mis sur les aspects d'intermédiation financière liés à la sécurité alimentaire. Par conséquent, la structure de demande financière des femmes est analysée en détail. En outre, des éléments de la Nouvelle Théorie Economique des Institutions sont considérés dans l'interprétation de résultats empiriques.

## **Les déterminants de l'épargne non institutionnelle dans le Sud-Ouest du Nigéria**

*(texte en anglais – Saving and development n°2-2001 – 25 p)*

L'article analyse les déterminants de l'épargne non institutionnelle dans le sud-ouest du Nigéria sur la base du modèle de probabilité linéaire et avec la technique de la régression multiple en utilisant les données croisées engendrées par une étude menée par les auteurs sur les habitudes en matière d'épargne et l'utilisation de cette épargne dans le secteur non institutionnel. Les résultats empiriques révèlent que le comportement en matière d'épargne dans ce secteur est lié au revenu, à l'âge, à l'occupation, à l'éducation et à la région de résidence. Plus précisément, ils démontrent que les travailleurs autonomes, les gens avec moins d'instruction et la population rurale sont ceux qui montrent le ratio le plus élevé d'épargne non institutionnelle. Les deux variables capitales de la théorie économique (le revenu et l'âge) déterminent l'ensemble de la variation du niveau de cette épargne. Les résultats empiriques confirment que la propension marginale à l'épargne de manière non institutionnelle est positive, inférieure à 1, mais l'hypothèse absolue de revenu d'après laquelle, dans le secteur financier non institutionnel, la propension marginale à épargner serait plus élevée que la propension moyenne à épargner est contredite. Il s'avère des résultats qu'avec un revenu croissant, la propension moyenne à l'épargne dans le secteur non institutionnel diminue, tandis que, il y a lieu de croire, la fraction de revenu épargné augmenterait dans le secteur financier institutionnel. En ce qui concerne le processus d'accumulation de capital, une des conclusions des auteurs est que toute politique qui réussirait à augmenter les revenus dans le secteur financier non institutionnel aurait la

tendance à augmenter la propension à épargner dans le secteur institutionnel, fût-ce même au détriment du secteur non institutionnel.

### **Le développement de la finance rurale au Vietnam**

*(texte en anglais – Saving and development n°2-2001 – 28 p)*

L'article essaie de mesurer le développement de la finance rurale au Vietnam en utilisant les données obtenues des institutions qui s'occupent de finance rurale et recueillies par un sondage chez les ménages. La théorie conventionnelle de la finance rurale dans les pays en développement nous dit que la finance rurale dans les pays à faible revenu est caractérisée par plusieurs faillites telles que un faible niveau de remboursement des prêts, une mobilisation de l'épargne insuffisante, un coût élevé des transactions et une tendance de la distribution en faveur de la clientèle relativement plus riche. Contrairement à la théorie, au Vietnam la finance rurale n'a pas connu jusqu'ici ce type de faillites. Le développement de la finance rurale au Vietnam après la réforme peut être considéré une réussite. Donc, à propos de la pertinence de la théorie de la finance rurale dans les pays en développement, il serait important d'examiner les facteurs de réussite au Vietnam pour en tirer des implications de politique en matière de finance rurale pour les pays à faible revenu en général.

### **Comment améliorer la « bancabilité » des petits exploitants agricoles du Vietnam du Nord**

*(texte en anglais – Saving and development n°4-2000 – 20 p)*

L'accès aux services financiers s'est avéré être un facteur important dans la lutte contre la pauvreté dans les pays sous-développés. Il a été clairement mis en évidence que c'est le pauvre qui fait face au rationnement le plus important au niveau du marché financier. Les raisons sont d'ordre multiple et peuvent être associées aussi bien à l'offre qu'à la demande de l'intermédiation financière. Elles résultent en coûts de transaction (CT) élevés et une capacité limitée à prendre de risque. Les CT incluent les dépenses (hors intérêts) auxquelles font face les prêteurs et les emprunteurs lors de la délivrance (l'obtention), la révision (mise en oeuvre) et la collecte (paiement) des emprunts. Le terme « capacité à prendre le risque » décrit la capacité de l'emprunteur en termes de revenu et d'aptitude à gérer le risque (de perdre les coûts de transaction) en cas de refus de la demande de crédit. Le terme « bancabilité » est entré dans l'arène de l'économie du développement. Les partisans de l'idée que l'accès aux services financiers réduirait la pauvreté prétendent que l'amélioration de la bancabilité supporte l'accès au crédit. Du point de vue du client potentiel, le terme « bancabilité » inclut tous les aspects qui augmentent la capacité à prendre le risque et/ou réduisent le coût d'acquisition d'un service financier, particulièrement le crédit. Un des résultats de cet article est qu'une large proportion de la population du Viêt-nam rural s'abstient à s'endetter non pas en raison des CT, mais en raison de leur capacité à prendre le risque. L'étude basée sur des outils de recherche participative révèle que l'une des solutions développées par les petits producteurs du nord du Viêt-nam rural était de mettre au plan une forme d'assurance pour accroître leur capacité à prendre du risque et à devenir ainsi bancable.



## **Comment les bailleurs de fonds peuvent-ils aider l'évolution soutenue des organisations de microfinance ?**

*(texte en anglais – Saving and development n°4-2000 – 16 p)*

Cet article suggère les moyens par lesquels les bailleurs de fonds peuvent aider à l'évolution des organisations de microfinance pérennes. La pérennité est une bonne chose parce qu'une organisation de microfinance pérenne a la possibilité de venir en aide à un plus grand nombre de personnes. La pérennité est difficile à atteindre parce qu'elle requiert un équilibre entre servir le plus grand nombre de personnes pauvres tout en maintenant des prix que le pauvre peut payer mais qui permettent de couvrir les coûts de l'organisation. Les bailleurs de fonds sont comparables à des ingénieurs de la génétique dont la tâche est d'accélérer l'évolution des organisations de microfinance les plus solides. L'assistance technique s'avère être le meilleur moyen d'apporter un soutien efficace aux organisations de microfinance.